

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

4^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2023-2024
(JUILLET - SEPTEMBRE 2024)



TABLE DES MATIÈRES

1. VUE D'ENSEMBLE	PAGE	3
2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024	PAGE	4
2.1. ÉCONOMIE MONDIALE	PAGE	4
2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE	PAGE	6
SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX	PAGE	6
3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024	PAGE	8
4.- DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024	PAGE	11
5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024	PAGE	12
6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE	PAGE	13
7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE	PAGE	15
8. PERSPECTIVES	PAGE	17

1. VUE D'ENSEMBLE

Le quatrième trimestre de l'exercice 2023-2024 a été marqué par un tournant significatif de la politique monétaire des principales banques centrales. L'évolution fluctuante des prix dans certaines régions a permis d'enclencher le desserrement des conditions monétaires, en dépit de l'environnement international empreint d'incertitudes liées aux tensions géopolitiques, notamment la poursuite de la guerre en Ukraine et le conflit au Proche-Orient¹.

Au niveau national, la persistance des chocs multidimensionnels continue d'entraver les activités dans tous les secteurs économiques. Ce climat défavorable a provoqué le rétrécissement du tissu industriel et réduit la production agricole, déjà en proie aux aléas climatiques. Il en est résulté une accentuation des pressions inflationnistes, en dépit d'une gestion des finances publiques propice à une certaine stabilisation de la valeur de la gourde par rapport au dollar américain.

Dans ce contexte difficile, la Banque centrale a poursuivi ses actions, visant à maintenir la stabilité du taux de change, à limiter les tensions inflationnistes, et à garantir des conditions de financement favorables à la reprise potentielle des activités économiques, advenant le redressement de la situation sécuritaire.

¹ Une désinflation s'est observée aux États-Unis et dans la Zone Euro, alors que la progression des prix diffère d'un pays à un autre au niveau des autres régions.

2. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE GLOBAL AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024

2.1. ÉCONOMIE MONDIALE

Les pressions inflationnistes post-covid-19, qui ont marqué l'environnement macroéconomique mondial, se sont atténuées notamment au cours du dernier trimestre de l'exercice fiscal 2024. L'inflation, qui se rapproche de la cible fixée par les principales banques centrales, a favorisé un assouplissement de la politique monétaire dans les pays avancés et au niveau de certaines économies émergentes et en développement, bien que les risques entourant les conflits géopolitiques persistent et s'intensifient, notamment au Proche-Orient.

En effet, considérant le taux d'inflation établi à 2,4 % en septembre 2024 (contre 3 % en juin 2024) et le dynamisme du marché du travail aux États-Unis (taux de chômage à 4,1 % en septembre comme en juin), la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé d'abaisser ses taux directeurs de 50 points de base en septembre 2024, pour la première fois depuis mars 2020, les portant dans la fourchette comprise entre 4,75 % et 5 %. De même, la Banque Centrale Européenne (BCE) a révisé à la baisse son taux directeur, lequel a atteint 3,50 % contre 3,75 % depuis juin 2024, alors que le taux d'inflation s'est inscrit à 1,8 % en septembre 2024, en recul de 0,7 point de pourcentage par rapport à juin 2024. Au niveau des économies émergentes, si le desserrement des conditions monétaires a été adopté en Chine (taux directeur : 3,35 % contre 3,45 % antérieurement), les autorités monétaires en Russie et au Brésil ont relevé leurs taux directeurs respectivement à 19 % (+1 pp en septembre après 2 pp en juillet) et 10,75 % en septembre 2024 (+0,25 pp) en raison de la persistance des tensions inflationnistes dans ces pays.

Par ailleurs, les prévisions de la Commission Économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) augurent un ralentissement de la croissance de la région, à 1,8 % en 2024, tenant compte de l'affaiblissement de la demande extérieure et du fléchissement des investissements. En revanche, l'économie dominicaine est demeurée résiliente, en témoigne la progression de 4,7 % de son indicateur mensuel d'activité économique (IMAE) en septembre 2024, dans un contexte où le taux d'inflation s'est établi à 3,29 % en septembre 2024. L'inflation, s'inscrivant dans la fourchette cible de $[4 \% \pm 1 \ %]$, a porté la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) à réduire son taux directeur de 25 points de base sur les deux derniers mois, pour le fixer à 6,50 % en septembre 2024.

Sur le marché international, les cours des deux produits pétroliers de référence ont connu un repli beaucoup plus prononcé qu'au trimestre précédent, en raison non seulement des conflits géopolitiques en Ukraine et au Proche-Orient, mais aussi du ralentissement économique de la Chine, l'un des plus grands importateurs mondiaux de pétrole. En effet, le prix du baril de Brent a atteint 74,02 dollars EU

en septembre 2024, en baisse de 10,01 % contre -3,70 % en juin 2024. Le WTI a également chuté de 11,95 % pour atteindre 70,24 dollars ÉU. Par contre, l'indice FAO des prix des produits alimentaires a été marqué par une hausse de 2,64 % en septembre 2024 par rapport à juin 2024.

Tableau 1

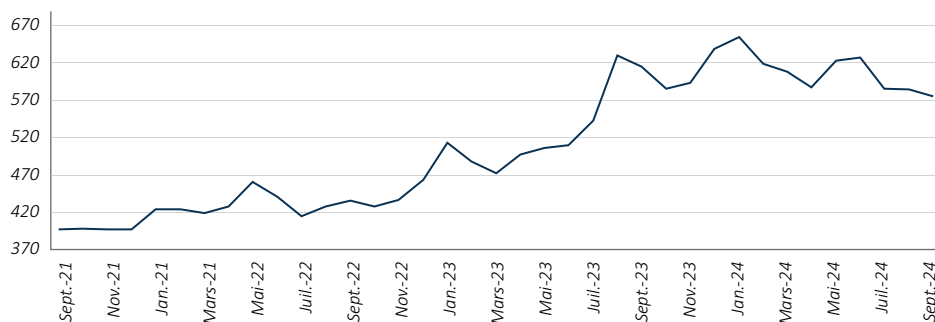
Indicateurs macroéconomiques par région et pays

Pays et Région/ Indicateurs	Projection de croissance*	Taux d'inflation**	Taux de chômage**	Taux directeur**
États-Unis	2,8 %	2,4 %	4,1 %	4,75 % - 5 %
Zone Euro	0,8 %	1,8 %	6,3 %	3,5 %
République Dominicaine	5,1 %	3,29 %	5,3 %	6,5 %

*Projections octobre 2024 – Source : FMI | Sources : BLS, Eurostat, BCRD | ** septembre 2024 |

Graphique 1

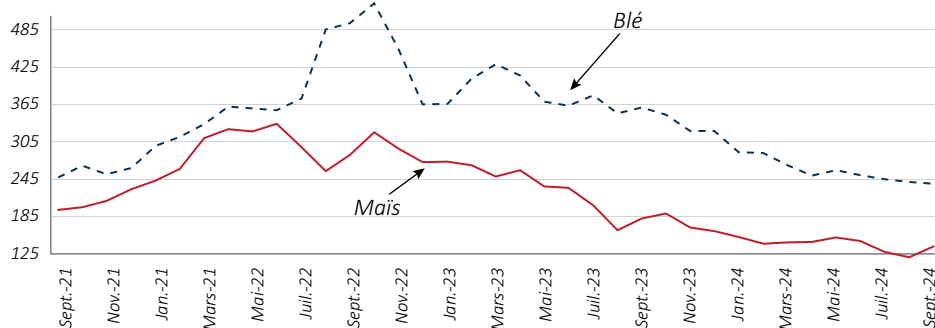
Prix du riz en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 2

Prix du blé et du maïs en dollar ÉU par tonne métrique



Source : www.indexmundi.com/commodities

Graphique 3

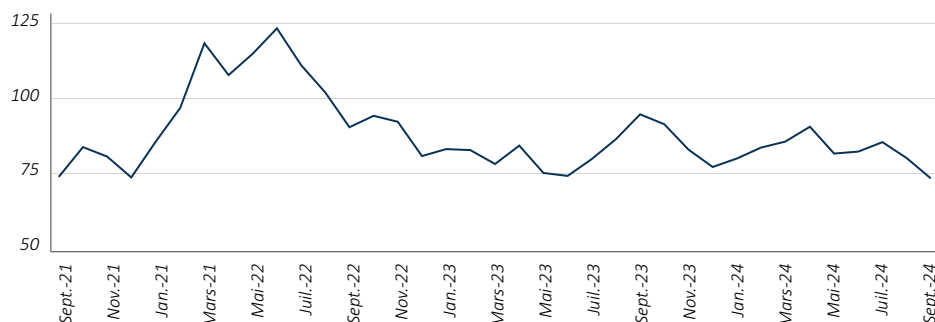
Prix du baril du West Texas Intermediate (WTI) en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indextmudi

Graphique 4

Prix du baril du Brent en dollar EU



Sources : www.eia.gov/Indextmudi

2.2. ÉCONOMIE HAÏTIENNE

SECTEUR RÉEL ET ÉVOLUTION DES PRIX

Au niveau national, l'enlisement de la crise généralisée continue d'impacter négativement l'activité économique. Cette conjoncture délétère a entraîné la défaillance de nombreuses entreprises. Ceci s'est traduit par un déclin de la production dans l'ensemble des secteurs d'activité, lequel a contribué à la dégradation du marché de l'emploi déjà fragilisé par les vagues migratoires favorisées par les programmes d'émigration internationaux². De même, les activités agricoles ont aussi été contraintes par le déplacement forcé de certains exploitants agricoles, alors que le rendement de ce secteur demeure conditionné aux chocs climatiques et à la non-disponibilité de certains intrants (semences, engrais).

² Selon les dernières statistiques disponibles pour le secteur manufacturier orienté vers la sous-traitance textile, le nombre de travailleurs a atteint 28 272 en septembre 2024 contre 39 614 en début d'exercice (octobre 2023) et 40 266 en octobre 2022.

Cette contreperformance économique s'inscrit dans le prolongement de l'atonie observée sur les neuf (9) premiers mois de l'exercice 2024, ce qu'atteste l'évolution de l'indicateur conjoncturel d'activité économique (ICAE) qui a fléchi de 3,8 % en valeur cumulée, plombée par le recul de toutes les branches d'activité, à l'exception du secteur financier qui est resté résilient, affichant une croissance de + 3 % sur la période considérée. Aussi, les projections de croissance pour l'économie haïtienne tablent-elles désormais sur une contraction de 4 % du PIB pour l'exercice 2023-2024.

De même, le climat d'insécurité qui a perduré au 4^e trimestre 2024 reste un facteur entravant la dynamique du commerce intérieur, ce qui a contribué au renchérissement des prix des produits dans l'économie. Bien que l'inflation demeure à un niveau élevé, son rythme de progression a ralenti au cours du trimestre sous-étude, comparativement au trimestre précédent (27,9 % en septembre contre 29,2 % en juin 2024). Cette atténuation des pressions inflationnistes découle, entre autres, de la stabilité du taux de change et de la diminution de la masse monétaire consécutive au tassement du crédit accordé à l'État.

Néanmoins, cette persistance des pressions inflationnistes, jumelée à la réduction de l'offre de denrées alimentaires sur le marché, a concouru à la détérioration de la sécurité alimentaire dans le pays. Suivant le rapport de la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire d'Haïti (CNSA) publié le 30 septembre 2024, le nombre de personnes éprouvant un besoin d'assistance alimentaire a atteint 5,4 millions d'Haïtiens, dont près de la moitié se retrouvent à la phase 4 de l'IPC, alors que 5 600 personnes déplacées vivant dans des abris provisoires dans la zone métropolitaine sont classées en phase 5³.

3 IPC : Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire. La Phase 4 renvoie à des niveaux d'urgence alimentaire et la Phase 5 à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire.

3. FINANCES PUBLIQUES ET SECTEUR EXTERNE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024

L'exécution budgétaire au cours du dernier trimestre de l'exercice fiscal 2024 a été tributaire du ralentissement des activités économiques et des chocs socio-politiques qui ont contraint la collecte des taxes et l'exécution des dépenses de l'État. En termes de rentrées fiscales, les recettes sur le trimestre sous revue ont pâti du dysfonctionnement des organismes de perception, caractérisé par la grève des employés de la Direction Générale des Impôts (DGI) ainsi que la paralysie des activités maritimes au niveau de la Caribbean Port Services (CPS) et de l'Administration Générale des Douanes (AGD), notamment au cours du mois de septembre. Conséquemment, les taxes et impôts collectés par l'État haïtien, établis à 42 105,21 MG au dernier trimestre de l'exercice, ont affiché un léger repli de 2,2 % comparativement au trimestre passé (41 188,22 MG).

Compte tenu de la morosité économique sur l'exercice 2023-2024, les recettes perçues par le Gouvernement ont diminué de 3,3 % par rapport à l'année fiscale antérieure (166 983,58 MG au 30 septembre 2024 contre 172 671 MG au 30 septembre 2023), ce qui représente 96,7 % des prévisions du budget rectificatif 2023-2024 (172 678 MG programmées). Par ailleurs, les ressources disponibles sur l'exercice se sont portées à 361 236,26 MG, dont les « Autres ressources », chiffrées à 194 252,69 MG, ont été impulsées par le produit des émissions des billets de trésorerie dont l'encours a atteint 162 775,14 MG au 30 septembre 2024.

De même, comparées au trimestre précédent, les dépenses publiques ont chuté de 32,14 %, pour se porter à 32 925,85 MG au cours de la période sous étude. Considérées sur une base annuelle, elles ont atteint 157 896,93 MG et ont représenté 87,4 % des décaissements totaux. La gestion des dépenses de l'État dans un climat non favorable aux investissements publics, a permis de les contenir en dessous du niveau programmé dans le budget rectificatif (217 565,6 MG). Ainsi, au 30 septembre 2024, les opérations financières du Gouvernement central se sont soldées par un excédent, donnant lieu à un remboursement de 83,76 MG de l'État vis-à-vis de la BRH, ce qui est conforme aux prévisions budgétaires de financement nul établies pour l'exercice 2023-2024.

Tableau 2

Évolution des finances publiques (en MG)

	1 ^{er} trim 2024	2 ^e trim 2024	3 ^e trim 2024	4 ^e trim 2024	Exercice 2023-2024
Recettes fiscales	48,988.22	34,701.93	41,188.22	42,105.21	166,983.58
Autres ressources	48,881.00	41,937.41	51,877.00	51,557.28	194,252.69
Emiss. nettes Bons du TP	46,912.75	36,616.91	41,795.18	37,450.31	162,775.15
Ressources totales	97,869.22	76,639.34	93,065.22	93,662.48	361,236.26
Dépenses budgétaires	44,129.01	32,322.01	48,520.06	32,925.85	157,896.93
Autres décaissements	47,445.15	38,600.66	42,330.34	52,358.50	180,734.65
Certificats de Trésorerie et autres	45,049.00	38,480.66	42,210.34	44,118.50	169,858.50
Décaissement totaux	91,574.16	70,922.67	90,850.40	85,284.35	338,631.58

Sources : MEF/DCC_BRH

Sur le plan des échanges extérieurs, les données sur l'exercice 2023-2024 indiquent une amélioration du solde commercial de 6,9 % par rapport à l'année antérieure, laquelle découle de la diminution concomitante des importations et des exportations. En effet, d'octobre 2023 à septembre 2024, les importations ont atteint 4,27 milliards de dollars ÉU, soit un repli de 9,53 % en glissement annuel. De même, les exportations ont totalisé 766,88 millions de dollars ÉU, accusant un déclin de 19,76 % en rythme annuel.

Parallèlement, les transferts privés reçus de l'étranger ont crû de 10,7 % au cours de l'exercice, atteignant un montant de 3,63 milliards de dollars ÉU au 30 septembre 2024. L'augmentation de l'offre de dollars qui en a résulté, combinée aux mesures macroprudentielles et administratives adoptées par la BRH, ont été favorables à une appréciation de la gourde sur l'exercice fiscal 2024. Conséquemment, le taux de référence de la BRH, établi à 131,4767 gourdes pour un dollar ÉU au 30 septembre 2024, a baissé de 0,44 % en variation trimestrielle et de 2,07 % sur un an.

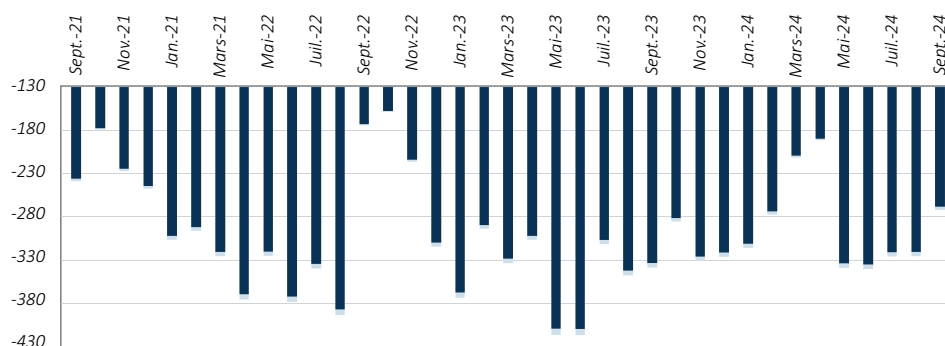
Graphique 5

Transferts privés sans contrepartie reçus de l'étranger
(en millions de dollars ÉU)

Source : BRH

Graphique 6

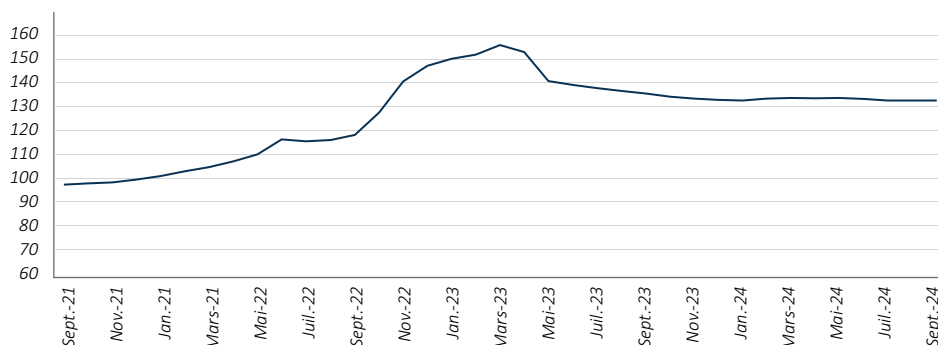
Balance commerciale (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

Graphique 7

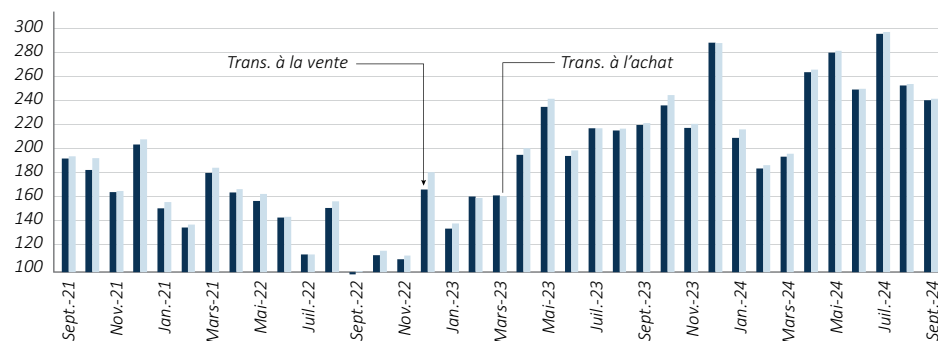
Taux de change nominal (fin de période)



Source : BRH

Graphique 8

Volume des transactions bancaires à l'achat et à la vente sur le marché des changes (en millions de dollars ÉU)



Source : BRH

4. DÉCISIONS DE POLITIQUE MONÉTAIRE AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024

Au cours du 4^e trimestre 2023-2024, l'orientation imprimée à la politique monétaire s'est inscrite dans le prolongement de la posture adoptée depuis le début de l'exercice, axée sur la stabilisation des prix et du taux de change, tout en évitant de pénaliser l'activité économique. La BRH a poursuivi sa politique de reprise de la liquidité excédentaire du système financier à travers des émissions renforcées de bons BRH, tout en gardant le statu quo au niveau des taux directeurs et des coefficients de réserves obligatoires.

Ainsi, les coefficients de réserves obligatoires, en vigueur depuis août 2022, sont restés stables à leurs niveaux respectifs de 40 % et 53 % pour les banques créatrices de monnaie (BCM), et de 28,5 % et 41,5 % pour les banques d'épargne et de logement (BEL), sur les passifs libellés en gourdes et en devises étrangères. Parallèlement, la Banque centrale a maintenu inchangés les taux d'intérêt sur les bons BRH, qui demeurent fixés à 6 %, 8 % et 11,5 % pour les échéances de 7, 28 et 91 jours respectivement. Toutefois, l'encours total de ces titres a poursuivi sa tendance à la hausse, pour atteindre 22 050 MG au 30 septembre 2024 contre 8 450 MG en juin, afin d'assécher les surplus de liquidité accumulés par le secteur financier compte tenu de l'atonie des activités économiques. En ce qui a trait aux taux de mise en pension, ceux-ci ont été gardés à 17 % pour les bons BRH et à 14 % pour les bons du Trésor.

Parallèlement, la stabilité continue du taux de change, entretenue par le dynamisme des transferts privés de la diaspora et l'ajustement des mesures de régulation effectué par la Banque centrale dans le contexte du tassement de la demande de dollars ÉU, a favorisé la poursuite des interventions nettes à l'achat de la BRH sur le marché des changes. Celles-ci ont totalisé 161 millions de dollars ÉU sur le dernier trimestre et un cumul de 470,4 millions de dollars ÉU sur l'exercice, ce qui a permis à la BRH de renforcer davantage son coussin de réserves internationales et d'accroître ses marges de manœuvre dans la perspective d'une reprise des activités. Par ailleurs, les souscriptions aux obligations BRH ont continué à s'intensifier, l'encours de ces titres ayant accusé une progression trimestrielle de 43,38 %, pour s'établir à 9 882,83 MG au terme de l'exercice.

5. AGRÉGATS MONÉTAIRES AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2024

S'agissant des statistiques monétaires, les données préliminaires du mois de septembre 2024 ont indiqué une hausse de la base monétaire tant au sens restreint qu'au sens large, respectivement de 2,14 % et 2,86 % par rapport à juin 2024. Cette évolution de la monnaie centrale est influencée par la hausse des avoirs extérieurs nets de la BRH, lesquels ont progressé de 11,33 % par rapport au trimestre précédent, alors que les créances nettes sur le Gouvernement central se sont repliées de 1,64 %, reflétant la gestion contenue des finances publiques dans une conjoncture marquée par le déclin de l'activité économique.

Concernant la masse monétaire, les données provisoires de septembre 2024 font état d'une légère augmentation de 0,57 % de l'agrégat M3 par rapport à juin 2024, tandis que les agrégats M2 et M1 ont accusé des progressions plus prononcées sur la même période (+3,78 % et +3,49 % respectivement). Les composantes lourdes ont affiché une évolution positive (+1,4 % pour la monnaie en circulation et +5,3 % pour les dépôts en monnaie locale), alors que les dépôts en dollars ÉU du système bancaire ont décliné d'environ 2 %. La croissance de l'offre de monnaie est essentiellement soutenue par celle de 7,97 % des avoirs extérieurs nets du système bancaire, le crédit intérieur net ayant régressé de 3,32 % sur le trimestre. Dans un environnement empreint d'incertitudes affectant aussi bien l'offre que la demande de crédit, le financement au secteur privé a, une fois de plus, diminué, accusant une variation de -2,86 % après celle de -3,05 % au 3^e trimestre. Le crédit net au secteur public a affiché une tendance similaire (-3,63 %), en l'absence de financement monétaire et dans un contexte où les titres émis par le Trésor ont essentiellement joué un rôle d'instruments de trésorerie.

6. RÉSULTATS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE DU SECTEUR BANCAIRE

Les données disponibles au 30 septembre 2024 indiquent une progression plus soutenue des principaux indicateurs de performance du système bancaire. Totalisant 10,02 milliards de gourdes, le produit net bancaire (PNB) généré par le système a enregistré une hausse de 15,7 % en variation trimestrielle, ce qui témoigne de la résilience du secteur en dépit de la conjoncture adverse fragilisant davantage l'environnement des affaires du pays. Ce gain net du système a été impulsé par la progression trimestrielle des "Autres revenus" (46,4 %) et celle de la sous-composante : "Intérêts sur les bons BRH" (+49,1 %). De plus, l'évolution plus rapide des revenus bancaires par rapport aux dépenses d'exploitation a permis au secteur bancaire de dégager un bénéfice net de près de 2,2 milliards de gourdes, soit une croissance de plus de 109 % par rapport au troisième trimestre 2024. Au niveau des ratios clés du système, on observe une amélioration de la rentabilité bancaire. En effet, le rendement de l'actif (ROA) au quatrième trimestre s'est établi à 1,33 % contre 0,64 % au trimestre passé. Parallèlement, le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) s'est porté à 16,24 %, accusant une hausse trimestrielle de 8,56 points de pourcentage.

Du côté des emplois, l'actif du secteur bancaire s'est inscrit à 647,02 milliards de gourdes, soit une légère progression de 0,2 % par rapport au 30 juin 2024. Cet élargissement de la taille du bilan des banques résulte de la hausse simultanée des « Bons BRH » (+123,7 %), des « Autres liquidités » (+27,2 %) et de « l'Encaisse » (+44,7 %). Conséquemment, le niveau d'intermédiation bancaire, mesuré par le ratio « prêts bruts sur dépôts totaux », a légèrement fléchi à 23,67 % au quatrième trimestre de l'exercice 2023-2024 contre 26,7 % au troisième trimestre.

Par ailleurs, l'analyse des données du dernier trimestre 2023-2024 fait ressortir une consolidation de la structure financière du système bancaire. Ainsi, le ratio « Avoirs des actionnaires en pourcentage de l'actif » s'est porté à 8,25 % contre 8,16 % un trimestre auparavant, alors que le ratio « dépôts en pourcentage de l'actif » a augmenté, passant de 81,67 % sur la période allant d'avril à juin 2024 à 81,82 % sur le trimestre sous revue. De même, les mesures de soutien prises par la BRH, notamment les moratoires successifs octroyés sur les prêts, ont contribué à l'amélioration de la qualité de l'actif du système. Le coefficient d'arrérage mesuré par le ratio « Prêts improductifs bruts en pourcentage des prêts bruts » s'est établi à 10,37 % sur le trimestre sous revue après avoir atteint 12,02 % au 30 juin. De plus, une meilleure couverture des banques face au risque de défaut de paiement des débiteurs du système a été constatée, le coefficient « Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts bruts » passant de 66,05 % au 30 juin 2024 à 82,77 % en septembre 2024.

S'agissant des ressources du système, les dépôts bancaires au quatrième trimestre ont légèrement progressé (+0,4 %), atteignant 529,4 milliards de gourdes contre

527,2 milliards un trimestre auparavant. S'agissant de la composition de ces derniers, les dépôts à vue restent majoritaires (47,6 %), suivis des dépôts d'épargne (33,7 %) et des dépôts à terme (18,7 %).

Par ailleurs, comparés au trimestre précédent, le niveau de dollarisation s'est tassé au cours du trimestre considéré, lequel témoigne d'un intérêt moins prononcé pour la demande de devises dans l'économie. En effet, le ratio « dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux » a atteint 67,07 % au 30 septembre 2024 contre 68,76 % au 30 juin. Parallèlement, le ratio « portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts totaux » a reculé de 2,15 points de pourcentage pour atteindre 60,24 % au 30 septembre 2024.

Tableau 3		Ratios de rendement des prêts bancaires		
Ratios clés du système bancaire		Au 30 juin 2024	Au 30 septembre 2023	Au 30 septembre 2024
Provisions pour créances douteuses en pourcentage des prêts improductifs		66,05 %	79,38 %	82,77 %
Prêts en pourcentage des prêts bruts		12,02 %	8,51 %	10,37 %
Rendement moyen des prêts productifs		13,12 %	15,64 %	12,93 %
Ratios de rentabilité bancaire		3 ^e trim 2024	4 ^e trim 2023	4 ^e trim 2024
ROA		0,64 %	1,30 %	1,33 %
ROE		7,68 %	16,50 %	16,24 %
Niveau de dollarisation du système		Au 30 juin 2024	Au 30 septembre 2023	Au 30 septembre 2024
Dépôts en devises converties en pourcentage des dépôts totaux		68,76 %	68,69 %	67,07 %
Portefeuille de prêts nets en devises converties en pourcentage des prêts nets totaux		58,09 %	54,14 %	60,24 %

Sources : DSBIF/BRH

S'agissant des taux d'intérêt bancaires sur les opérations en gourdes, ceux sur les dépôts à terme (DAT) sont passés de 5,05 % au troisième trimestre à 4,55 % au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Considérant les prêts, les taux d'intérêt se sont fixés à 15,5 % au quatrième trimestre contre 13 % un trimestre auparavant. En conséquence, un creusement du spread bancaire, qui s'est établi à 10,95 %, a été observé au dernier trimestre de l'exercice 2023-2024, après 9,21 % le trimestre précédent.

En ce qui a trait aux opérations en devises, les taux d'intérêt sur les DAT ont reculé de 28 points de base à 1,25 % en moyenne au quatrième trimestre 2024. En revanche, la rémunération moyenne sur les prêts en devises a été plus élevée au cours du dernier trimestre de 2023-2024, à 10,08 % contre 8,17 % au cours du troisième trimestre. De l'évolution de ces deux taux, il en est résulté un élargissement du spread bancaire qui s'est porté à 8,83 % au quatrième trimestre 2024 contre 6,64 % sur l'intervalle d'avril à juin 2024.

7. RÉPARTITION DU CRÉDIT PAR CATÉGORIE, GENRE ET RÉGION GÉOGRAPHIQUE

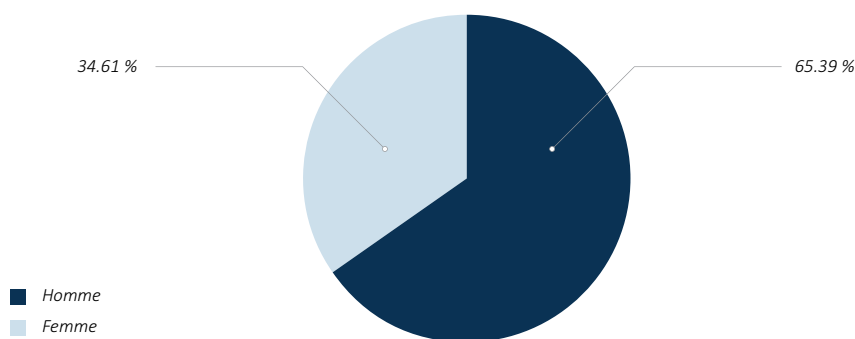
Les données collectées par le Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) de la Banque centrale auprès des banques commerciales et de certaines institutions financières non-bancaires ont fait ressortir qu'au 30 août 2024, le secteur financier a accordé environ 94 164 crédits, dont 96,53 % ont été alloués à des personnes physiques et 3,47 % à des institutions ou personnes morales.

La répartition du portefeuille de crédit par monnaie a montré que les entreprises et les particuliers ont bénéficié d'une part quasi-égale des récents prêts en gourdes (61 750,05 MG et 61 581,76 MG respectivement), alors que les personnes morales ont reçu un montant équivalent à 85 % (801,90 millions de dollars ÉU) du total des crédits en devise étrangère consentis sur la période considérée.

En ce qui a trait à l'analyse de l'encours des prêts répartis par genre, 65,39 % (39 344,18 MG) des prêts en gourdes et 63,62 % (103,77 millions de dollars ÉU) du total du portefeuille du crédit en monnaie étrangère ont été octroyés aux hommes.

Graphique 9

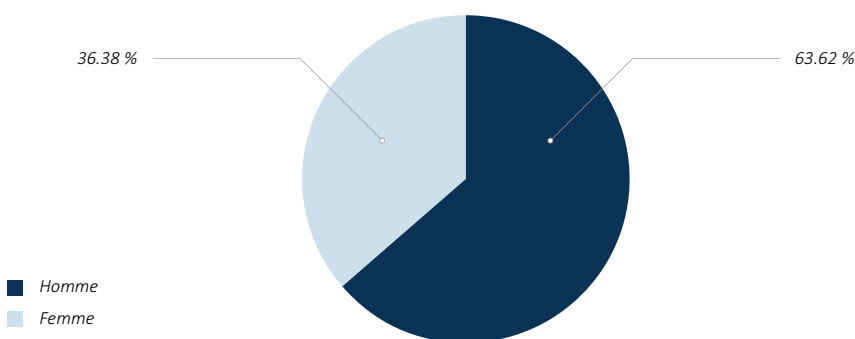
Ventilation du crédit du système financier en gourdes accordés selon le sexe



Sources : BIC/BRH

Graphique 10

Ventilation du crédit du système financier en dollars ÉU accordés selon le sexe

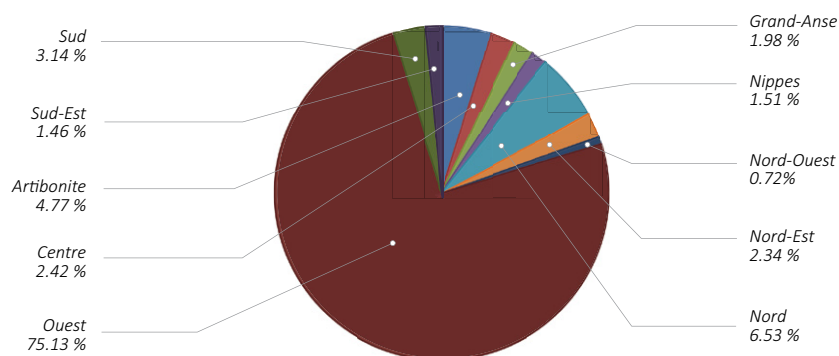


Sources : BIC/BRH

Considérés suivant la distribution géographique, la majorité des crédits a été allouée à des bénéficiaires du département de l'Ouest, soit plus de 75,13 % du total du portefeuille global. S'ensuivent les départements du Nord, de l'Artibonite et du Sud avec des poids respectifs de 6,53 %, 4,77 % et 3,14 %.

Graphique 11

Répartition du crédit du système financier par région géographique



Sources : BIC/BRH

8. PERSPECTIVES

Les prévisions de croissance des autorités publiques tablent sur un recul de 4 % du PIB pour l'année fiscale 2024, renvoyant à la plus longue période de récession enregistrée par l'économie haïtienne, soit six années consécutives de contraction économique. Les perspectives pour 2024-2025 sont tributaires de l'évolution du cadre macroéconomique mondial et des développements sociopolitiques, ainsi que de la situation sécuritaire dans le pays.

À court terme, le dynamisme du secteur agricole dépendra grandement du desserrement des contraintes au niveau des circuits de commercialisation des denrées alimentaires découlant de la récolte plus ou moins satisfaisante de la campagne de printemps considérant la moyenne saisonnière. Cette situation devrait concourir à l'augmentation de l'offre et la distribution des produits locaux entre les différentes régions géographiques, avec des incidences positives sur l'évolution des prix dans l'économie.

Sur le plan fiscal, l'atteinte des objectifs de recettes fixés dans le budget 2024-2025 demeure primordiale pour le maintien du financement monétaire nul tel que prévu, lequel serait favorable à l'évolution contenue de l'inflation et du taux de change.

Au niveau des échanges extérieurs, la progression des exportations et des importations est fortement liée à la reprise des activités économiques qui devrait être impulsée par une amélioration du climat sécuritaire. De plus, la progression des transferts privés sans contrepartie reçus continue d'être conditionnée au dynamisme de l'économie américaine, principal pays de provenance de ces remises migratoires, dans un contexte d'attentisme en raison principalement de l'installation prochaine de la nouvelle administration aux États-Unis.

Face à cet environnement empreint de défis, la BRH reste attachée à sa mission principale visant à contenir l'évolution du taux de change et du taux d'inflation. La Banque centrale se veut aussi partie prenante de la reprise possible des activités économiques subséquente au rétablissement des conditions sécuritaires, à travers la stabilité du secteur financier, condition nécessaire au financement de l'économie pour un retour vers le sentier de croissance.

NOTE SUR LA POLITIQUE MONÉTAIRE

4^e TRIMESTRE DE L'EXERCICE FISCAL
2023-2024
(JUILLET - SEPTEMBRE 2024)

SPIH

